

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1910.

Projet de loi portant modification du Tarif des douanes et du système de perception des droits sur les marchandises tarifées « ad valorem ».

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Depuis longtemps déjà, et dans ces derniers mois surtout, des pétitions nombreuses affluent au Département des Finances et au Département des Affaires Étrangères pour signaler les dangers de plus en plus grands qui menacent la production belge par suite de la surélévation successive des tarifs douaniers étrangers. Point digne de remarque, ces appels au secours n'émanent pas seulement d'industriels et de commerçants isolés ou d'organisations syndicales directement intéressées; ils nous viennent même d'associations libre-échangistes.

Pour comprendre l'émotion qui règne dans le pays il suffit de rapprocher notre régime économique de celui de la plupart des nations étrangères.

Quand, il y a un demi-siècle, un souffle puissant de liberté commerciale passa par l'Europe, abaissant les obstacles élevés un peu partout contre la concurrence internationale, la Belgique entra résolument dans la voie des dégrèvements; elle exempta la presque totalité des matières premières et affranchit de tout droit les denrées alimentaires de première nécessité.

Malheureusement, à l'étranger, le courant des idées n'a guère tardé à prendre une autre direction. Les hauts droits imprègnent de plus en plus les Tarifs douaniers, et le protectionnisme semble même trouver accueil chez les nations jusqu'ici les plus fidèles aux doctrines du *free trade*.

On peut citer la Belgique parmi les rares pays qui ont conservé à leur Tarif un caractère très modéré. Sans doute, elle a été amenée à reviser le

régime douanier de certaines marchandises; mais à côté de quelques majorations de droits, figurent aussi de multiples exemptions compensatrices qui ont contribué pour une grande part au bien-être général. Et surtout nous pouvons constater avec une légitime fierté que notre pays est resté une terre vraiment hospitalière, largement ouverte à tous les étrangers, sans que jamais, dans aucune circonstance, il ne soit exigé d'eux des contributions ou des sacrifices plus lourds que ceux imposés aux nationaux.

A ceux qui pourraient douter de l'extrême modération de notre Tarif douanier, il suffira, pour s'en convaincre, de consulter les tableaux officiels de notre statistique commerciale d'où il résulte que près de 90 % en poids et près de 80 % en valeur des marchandises importées en Belgique pour la consommation sont indemnes de droits.

Ce qui frappe dans l'examen du Tarif belge, c'est que pour un très grand nombre de produits les tarifications en vigueur sont issues d'anciennes conventions internationales dont les effets ne subsistent plus qu'en vertu des lois de généralisation. Ces conventions consacraient des exemptions ou des modérations de droits qui — point capital à retenir — avaient été consenties par nous en retour d'avantages équivalents accordés par les autres Parties contractantes sur leurs propres Tarifs.

Il en est advenu que, d'une part, tous les avantages qui nous avaient été garantis ont cessé d'exister, voire même que les droits étrangers ont été portés à des taux souvent prohibitifs, d'autre part, que nous continuons à appliquer aux produits du dehors le bénéfice d'anciennes concessions sans jouir, en échange, d'aucune compensation. La situation est donc totalement faussée à notre détriment.

Le Gouvernement, préoccupé au plus haut point des intérêts économiques du pays, ne pouvait rester sourd aux sollicitations qui lui viennent de toutes parts. Après un examen minutieux de la question, il estime qu'il est nécessaire d'apporter à notre Tarif des douanes certains changements.

Tel est la portée du projet de loi.

En réclamant du Parlement le vote de mesures qui lui paraissent indispensables, le Gouvernement ne se dissimule pas qu'elles peuvent comporter, de la part de la nation, certains sacrifices; mais il a tenu à ce qu'ils ne puissent peser sur le budget des ménages modestes. On verra en effet que selon le vœu exprimé par le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce, les produits repris au projet de loi sont en général des marchandises de luxe dont une taxation plus forte se justifie par les raisons indiquées ci-après.

Au surplus, — il importe de l'affirmer nettement — le but poursuivi par le Gouvernement est d'ordre économique et nullement d'ordre fiscal. Au cours des futures négociations internationales, nous trouverons l'occasion d'échanger ces dispositions nouvelles de notre Tarif contre des avantages que nous chercherions en vain à obtenir gratuitement. Le produit des taxations nouvelles doit donc toujours rester disponible et ne peut être confondu avec les ressources ordinaires du Trésor auxquelles correspondent des dépenses per-

manentes. Il faut qu'à tout moment la Législature puisse y renoncer sans compromettre l'équilibre budgétaire.

Le Gouvernement propose, en conséquence, de verser aux recettes du Budget extraordinaire le surcroît de recettes à provenir de l'ensemble des droits nouveaux frappant certaines marchandises, comparativement au produit des droits perçus sur les mêmes quantités de ces marchandises pendant les douze mois antérieurs à la mise en vigueur de la présente loi. L'affectation de ces ressources à notre outillage économique sera en harmonie avec la pensée inspiratrice du projet; elles deviendront directement ou indirectement productives au profit de la collectivité tout en favorisant l'activité nationale, soit à l'intérieur par le perfectionnement de nos voies de communication, soit à l'extérieur par l'acquisition d'immeubles destinés à nos légations et à nos consulats.

Personne ne pourra donc se méprendre, il ne s'agit pas d'une loi de représailles, mais d'une loi de prévoyance. Nous n'avons pas l'illusion d'en attendre aucune atténuation des tarifs autonomes qui entravent nos exportations; aussi bien notre but n'est pas là, ce que nous avons en vue, c'est le retour aux traités de commerce, c'est-à-dire à un régime de stabilité qui est dans les vœux du commerce et de l'industrie de tous les pays.

Mais pour y réussir, il faut que dans les plateaux où se pèsent les avantages échangés entre Nations, nous ayons à déposer autre chose que des théories, des vœux et des appels à l'amitié. Il faut que nous puissions y mettre des éléments positifs propres à faire apprécier à sa haute valeur la clientèle de notre pays dont la puissance d'achat nous vaut d'être placés aux premiers rangs dans l'ordre économique.

*
* *

Voici la justification des changements proposés au tarif.

Légumes conservés en boîtes ou en bouteilles. — Les conserves de l'espèce ne constituent pas des denrées de consommation populaire. Ce sont surtout des articles fins, d'un prix assez élevé, et qui peuvent donc supporter un droit supérieur à celui de 15 francs les 100 kilogrammes fixé par la loi du 12 juillet 1893.

Fromages de pâte molle. — Les fromages communs, mous et blancs, sont libres de droits à l'importation en Belgique; les autres fromages — qu'ils soient durs ou mous — sont assujettis au droit de 12 francs les 100 kilogrammes.

Exception faite des fromages communs, lesquels consistent en lait simplement caillé (caillebotte, maqueie, etc.), les fromages de pâte molle ont, en général, une valeur supérieure aux fromages durs: ce sont des produits de choix consommés exclusivement par les classes aisées. Partant, une distinction entre les produits de l'une et de l'autre espèce s'indique suffisamment.

Pommes de terre et légumes frais : asperges, épinards, petits pois, fèves de marais et haricots, importés comme primeurs. — La libre entrée des pommes de terre et des légumes frais doit être maintenue dans l'intérêt des classes peu aisées. Une exception se justifie cependant pour certains produits de l'espèce importés comme primeurs; ces derniers, dont le prix est très élevé, constituent incontestablement une consommation de luxe. Telle est la raison pour laquelle ils ont été compris dans les taxations nouvelles.

Truffes. — Jadis les truffes étaient imposées à raison de 45 % *ad valorem*. Plus tard, il fut créé concurremment un droit facultatif de 200 francs les 100 kilogrammes.

La loi du 12 juillet 1895 n'a maintenu que le droit spécifique en le portant à 300 francs les 100 kilogrammes.

La truffe est essentiellement une denrée de consommation somptuaire et peut supporter aisément un droit de 25 % de sa valeur. Celle-ci n'est jamais inférieure à 20 francs et se rapproche souvent de 30 francs le kilogramme. Or, à ne retenir que la valeur minima de 20 francs, on obtient, à raison de 25 %, un taux d'imposition de 500 francs les 100 kilogrammes, taux nouveau proposé par le Gouvernement.

Pruneaux. — La loi du 28 juillet 1879 fixe le droit d'entrée sur les pruneaux à 25 francs les 100 kilogrammes.

En vertu des traités de commerce du 6 décembre 1894 conclus avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie, le droit ci-dessus fut abaissé à 15 francs les 100 kilogrammes pour les pruneaux importés en tonneaux de 180 kilogrammes au moins ou en sacs de 80 kilogrammes au moins, poids brut, sans emballage intérieur.

Ladite clause n'ayant pas été reproduite ni dans le traité additionnel du 22 juin 1904 conclu avec l'Allemagne, ni dans le traité du 12 février 1906 conclu avec l'Autriche-Hongrie, il n'existe plus de raisons aujourd'hui de maintenir encore la distinction qui précède, d'autant moins que les expéditeurs se sont arrangés pour éluder en grande partie les droits afférents aux pruneaux transportés en colis d'un poids inférieur à ceux indiqués ci-dessus. En conséquence, on propose de rendre le droit unique de 25 francs les 100 kilogrammes, résultant de la loi susvisée du 28 juillet 1879, de nouveau applicable à tous les pruneaux, sans distinction d'emballage.

Fruits non spécialement tarifés : Frais. — En vertu de la loi du 12 juillet 1895, les fruits frais non spécialement tarifés, autres que les ananas et les raisins, sont imposés de la manière suivante :

1. Importés en caissettes, boîtes, bocaux, paniers ou autres emballages d'un poids de 5 kilogrammes ou moins : 30 francs les 100 kilogrammes.
2. Importés autrement : 12 francs les 100 kilogrammes.

Généralement les fruits de choix sont renfermés dans de petits emballages, les mettant mieux à l'abri des meurtrissures et convenant aussi pour la vente en détail, de sorte que le conditionnement des envois apparaît comme un certain critérium de leur valeur. Toutefois, en ce qui concerne les fruits importés, l'indication est assez précaire : l'expérience démontre, en effet, que, pour éluder l'application du droit de 30 francs les 100 kilogrammes, les intéressés se sont ingéniés à se servir de moins en moins de petits emballages.

Afin de corriger ce que la tendance ci-dessus a d'abusif et d'onéreux pour le Trésor, il y a lieu de décider que le haut droit sera applicable aux fruits frais importés en emballages de 20 kilogrammes et moins.

D'autre part, comme les fruits frais importés de l'étranger sont destinés, pour la plupart, à l'usage direct de la table des gens aisés et ont donc une valeur relativement fort élevée, les droits y afférents peuvent sans inconvénient être augmentés.

Huiles d'olive, d'arachides et d'œillette. — L'affranchissement de tout droit des huiles d'olive résulte d'arrangements internationaux qui ont cessé d'exister.

L'huile d'olive sert aux usages culinaires, souvent en association avec les épices ou le vinaigre. Tous ces produits étant passibles de droits, il est naturel — à présent que nous avons recouvré toute liberté sous ce rapport — que l'huile d'olive acquitte également sa part d'impôts.

Eu égard à la valeur du produit, qu'on peut estimer à 150 francs les 100 kilogrammes, l'établissement du droit proposé de 15 francs les 100 kilogrammes apparaît d'ailleurs comme une charge modérée.

L'huile d'olive étant imposée, le même droit doit être appliqué aux huiles d'arachides et d'œillette qui servent aussi à des usages alimentaires.

Considérant toutefois que les huiles ci-dessus sont utilisées également dans l'industrie, le Gouvernement propose, à l'instar de ce qui existe pour d'autres produits, d'insérer au Tarif la disposition suivante :

« Les huiles d'olive, d'arachides et d'œillette destinées à des usages industriels peuvent être délivrées en franchise de droits d'entrée, moyennant les formalités à déterminer par le Ministre des Finances. »

Eaux-de-vie et liqueurs. — La tarification des eaux-de-vie et des liqueurs de provenance étrangère est établie comme il suit :

Eaux-de-vie de toute espèce :

En cercles, à 50° ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac,		
à la température de 15° du thermomètre centigrade	fr. 175 »	l'hectolitre.
En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50°	3 50	—
En bouteilles, sans distinction de degré	350 »	—
Liqueurs, sans distinction de degré	350 »	—

Eu égard à la nature desdites marchandises, il a paru que les droits y

afférents pouvaient sans inconvénient être majorés, d'autant plus que les eaux-de-vie qui nous viennent de l'étranger sont pour la plupart des produits de choix consommés par la classe aisée.

Les droits sur les autres liquides rangés sous la rubrique des *Liquides alcooliques* au Tarif des douanes seraient maintenus.

Machines et appareils électriques. — Le Gouvernement a été saisi de nombreuses requêtes concernant le régime douanier des machines et appareils électriques, qui, dans l'état actuel du Tarif des douanes, suivent le régime ordinaire des machines.

Dans les milieux industriels, les avis sont fort partagés quant à l'opportunité d'une révision. Tandis que les constructeurs électriciens demandent instantamment que les machines électriques soient classées dans une catégorie distincte comportant des droits égaux à ceux existant en Allemagne, les industriels qui utilisent ce matériel réclament non moins énergiquement le maintien du *statu-quo*.

Afin de permettre à toutes les opinions de s'affirmer, le Ministre des Finances a institué une commission composée de fonctionnaires délégués et d'industriels dont les intérêts sont en présence.

Dans le rapport final sur les délibérations de la Commission, il est exposé principalement ce qui suit :

« Les constructeurs électriques avaient formulé ainsi leurs revendications :

» 1° Adoption intégrale par la Belgique de la tarification douanière allemande applicable aux produits de l'industrie de la construction électrique ;

» 2° Réduction, dans la proportion de 50 %, des droits frappant à son entrée en Belgique le cuivre ouvré, laminé ou tréfilé. »

La demande de réduction de droits visée au 2°, vivement combattue par le représentant des usines à cuivre, a été abandonnée d'un assentiment en quelque sorte unanime.

Les industriels qui s'étaient prononcés d'abord contre toute majoration de tarif ont fini par reconnaître que, en raison de la forte proportion de cuivre qui entre dans la construction des machines électriques, celles-ci s'éloignent assez bien des machines ordinaires. Ils ont été amenés ainsi à décomposer les dynamos des types les plus courants d'après les métaux constitutifs, à appliquer à chacune de ces quantités — suivant la nature du métal — le droit propre à celui-ci, puis à supputer ces différentes données pour établir quel serait, sur cette base proportionnelle, le taux d'imposition de la machine entière. Le taux obtenu de la sorte se rapprochait de 4 francs les 100 kilogrammes.

D'après ce qui précède, les membres de la Commission représentant les industries qui utilisent le matériel électrique, ont préconisé une réforme qui consisterait à soumettre au droit de 4 francs les 100 kilogrammes les machines et appareils électriques dans lesquels le cuivre ou une matière

assimilée ne domine pas en poids. Présentement ce droit est de 2 francs les 100 kilogrammes pour les machines composées en majeure partie de fonte et de 4 francs les 100 kilogrammes pour celles composées principalement de fer ou d'acier. Or, comme l'acier coulé domine généralement en poids dans la constitution des dynamos, le droit unique de 4 francs les 100 kilogrammes ne comporterait guère d'aggravation; mais il assurerait la perception intégrale du droit effectivement applicable, certaines machines étant importées — prétendument — sous la dénomination inexacte de « Machines en fonte » au lieu de « Machines en fer ou en acier », par suite des difficultés pratiques de différencier ces métaux.

Les constructeurs de machines électriques, bien qu'ils aient reproduit finalement leur proposition concernant l'adoption d'un tarif analogue à celui appliqué en Allemagne, avaient déclaré, au cours de la discussion, qu'ils étaient prêts à se rallier au droit ci-dessus de 4 francs les 100 kilogrammes, mais seulement en ce qui concerne les dynamos pesant plus de 3,000 kilogrammes et à la condition que ce taux fût porté à 8 francs les 100 kilogrammes pour les dynamos pesant 3,000 kilogrammes et moins.

Enfin, à plusieurs reprises, certains membres ont demandé que les lampes électriques, qui suivent actuellement le régime des machines, fussent déclassées et soumises à une taxation plus élevée.

Les votes auxquels il a été procédé — les membres fonctionnaires s'abstenant — ont donné les résultats suivants :

A l'unanimité des seize membres votants, la Commission a exprimé l'avis qu'il y avait lieu de répartir de façon plus logique et plus adéquate le droit d'entrée pour les machines et les appareils électriques.

Au vote subséquent, sept membres ont émis le vœu que le droit remanié ne dépasse pas 4 francs les 100 kilogrammes pour les dynamos et les transformateurs, tandis que neuf membres ont manifesté leurs préférences pour l'adoption de la tarification allemande. »

Pour plus ample information, le Gouvernement a déposé sur le bureau de la Chambre quelques exemplaires des documents relatifs aux travaux de ladite Commission.

On sait que l'une des caractéristiques de notre politique douanière a toujours été de faciliter l'introduction, dans le pays, des machines et appareils nécessaires à l'industrie. Aujourd'hui encore, cette préoccupation décide le Gouvernement à se rallier à l'avis le plus modéré de la Commission. Conséquemment, il propose de modifier, de la manière indiquée au tableau, le tarif des droits d'entrée applicable aux machines électriques.

Appareils photographiques. — Suivant une clause du traité de commerce avec l'Allemagne, les instruments et appareils photographiques spécialement construits en vue de recherches scientifiques (astronomie, météorologie, micrographie, etc.) rentrent dans la catégorie des *Instruments et appareils scientifiques*.

De nos jours, l'art de la photographie s'est complètement vulgarisé au point que les appareils à cet usage se trouvent répandus partout en grand nombre. Aussi, exception faite des instruments spéciaux visés dans le traité ci-dessus, la libre admission des appareils photographiques n'a plus de raison d'être. Déjà maintenant, du reste, les appareils de l'espèce dits instantanés et qui n'ont pas un caractère scientifique bien déterminé acquittent le droit d'entrée afférent à la « Mercerie et quincaillerie ».

Le moment paraît opportun de régler à nouveau la tarification des objets dont il s'agit, qui seraient rangés dans une catégorie distincte du tarif.

Papiers à meubler. — Les papiers à meubler sont actuellement taxés à l'entrée à raison de 8 francs les 100 kilogrammes.

Ce droit est consolidé par le traité de commerce germano-belge du 22 juin 1904, excepté toutefois pour les papiers à meubler dorés, argentés, bronzés, gaufrés ou veloutés.

Ces derniers produits ayant une valeur supérieure à celle des autres papiers à meubler, il y a lieu de les comprendre dans une catégorie distincte.

Parfumeries. — Les parfumeries constituent des préparations d'une nature telle qu'elles peuvent supporter des droits d'entrée assez élevés. Actuellement ces produits sont ainsi tarifés :

Parfumeries alcooliques 15 % *ad valorem* (a).

(a) Sans que le droit puisse être inférieur à celui afférent aux « Autres liquides alcooliques ».

Autres parfumeries :

Spécialement dénommées (b) Libres.

Non spécialement dénommées 15 % *ad valorem*.

(b) Cette classe comprend les produits suivants : les essences végétales ou huiles essentielles naturelles d'amandes amères, de bergamote, de cananga (vétyver ou ylang-ylang), de citrons et de leurs variétés, de géranium, d'iris, de jasmin, de lemon-grass (verveine des Indes), de linaloe, d'oranges et de leurs variétés, d'origan, de santal, de sassafras, de tubéreuse; — le safrol; — les graisses parfumées importées en récipients de 10 kilogrammes au moins.

Cette classification serait maintenue, comme aussi la libre entrée des parfumeries spécialement dénommées, celles-ci étant utilisées dans le pays à la fabrication des parfums synthétiques. Mais quant aux autres catégories, le taux du droit peut être relevé comme le Gouvernement le propose.

Ardoises pour toitures. — Le droit d'entrée sur les ardoises pour toitures a subi diverses modifications.

Fixé à 6 francs les 1,000 pièces par la loi du 7 avril 1838, le taux du

droit fut réduit d'abord à 4 francs les 1,000 pièces par le traité avec la France de 1861, puis à 2 francs les 1,000 pièces par le traité avec le même pays de 1881.

Lesdites réductions étant le résultat de conventions qui ont cessé de sortir leurs effets, nous privant ainsi de toute compensation, le rétablissement du droit primitif de 6 francs les 1,000 pièces se justifie de lui-même. Déjà, par la loi du 12 juillet 1893, le droit a été relevé à l'échelon de 4 francs les 1,000 pièces.

Pierres polies ou sculptées non spécialement tarifées. — La loi du 18 décembre 1857 assujétissait les pierres polies ou sculptées, autres que les statues, au droit de 12 % *ad valorem*.

Ce droit a été réduit à 10 % *ad valorem* en vertu de la loi du 14 août 1865 et supprimé ultérieurement, à la suite d'arrangements commerciaux.

Dans ce cas encore, les concessions faites naguère par la Belgique nous laissent sans aucun avantage corrélatif. Nous serions donc fondés à rétablir le droit primitif de 12 % *ad valorem*; le Gouvernement cependant ne va pas jusque là et propose seulement d'en revenir au droit de 10 % *ad valorem*.

Savons de parfumerie. — En vertu de la loi du 12 juillet 1893, les savons de parfumerie sont passibles du droit de 12 % *ad valorem*.

Cette rubrique gagnerait à être subdivisée en deux catégories : l'une comprenant les savons en petits récipients (étuis, tubes, etc.), qui constituent des articles de toilette très fins, l'autre, les savons en boules, etc.

Les savons de l'espèce seraient ainsi imposés :

Savons de parfumerie (ou savons de toilette) :

Savons en pâte, en poudre, en feuillets, etc., contenus dans des étuis, flacons, petits pots, sachets ou autres emballages de ce genre (a)	fr. 120 » les 100 kilogr.
Autres (a)	50 » —

(a) Y compris le poids des récipients et autres enveloppes formant l'emballage intérieur.

Le droit de 6 francs les 100 kilogrammes afférent aux savons autres que les savons de parfumerie serait maintenu.

Tapis et tapisseries de laine; tapis de pied en jute et laine, jute dominant. — D'après le Tarif des douanes actuellement en vigueur, les tapis de pied à canevas de jute, genre moquette ou autres, dont la partie veloutée ou bouclée (endroit) est formée de laine, sont imposés respectivement au droit de 15 % ou de 10 % *ad valorem* — comme *Tapis et tapisseries de laine* ou *Tissus de jute* : Tous autres tissus — suivant que la laine ou le jute domine en poids dans leur composition.

Cette différence de régime ne se justifie pas, attendu que lesdits articles participent du même mode de fabrication et ne diffèrent pas sensiblement sous le rapport de la valeur. Il arrive même que certains tapis à jute dominant incorporent plus de main-d'œuvre et sont d'un prix plus élevé que des articles similaires dans lesquels la laine intervient comme matière dominante. On a aussi signalé que l'industrie étrangère renforce la proportion de jute entrant dans la composition de certains genres de tapis, ceci en vue de bénéficier du taux réduit de 10 % *ad valorem*.

Le tarif proposé frappe du même droit les tapis de pied en jute et laine, jute dominant, et tous les articles rentrant dans la classe *Tapis et tapisseries de laine*. Ces divers produits n'étant utilisés que par les classes aisées, on estime qu'ils peuvent parfaitement supporter une taxe de 20 % *ad valorem*.

Tissus de soie. — Dans le tarif actuel, les articles rentrant dans la catégorie des *Tissus de soie : Tous autres tissus*, sont passibles du droit de 700 francs les 100 kilogrammes ou, au choix de l'importateur, de celui de 15 % *ad valorem*.

Cette faculté d'option entre le droit spécifique et le droit *ad valorem* donne lieu à de choquantes inégalités d'imposition : il arrive, en effet, que les articles d'un prix élevé — déclarés au taux de 700 francs les 100 kilogrammes. — ne paient souvent qu'un droit insignifiant au regard des articles plus ordinaires déclarés sur la base de la valeur.

Le tarif proposé établit uniformément l'imposition à 20 % *ad valorem*; ce droit se justifie par le fait qu'il s'agit ici d'articles de luxe pouvant supporter une taxe plus élevée que celle qui les frappe actuellement.

Toutefois, le droit actuel serait maintenu pour les velours et peluches de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie dominant en poids sans excéder 75 %, le régime de ces articles étant consolidé par traité.

Vins. — Les vins importés de l'étranger sont assujettis actuellement, en vertu de la loi du 30 décembre 1896, aux droits d'accise ci-après :

Vins :

En bouteilles	fr. 60 » l'hectolitre.
Importés autrement.	20 » —

Pour l'application de ces droits, est considéré exclusivement comme vin le produit de la fermentation alcoolique du jus ou moût de raisins frais.

Les droits sur les vins portent sur la quantité nette, sans préjudice du degré alcoolique s'il y a lieu.

Indépendamment du droit de 20 francs par hectolitre, les vins importés autrement qu'en bouteilles, titrant plus de 15 degrés de l'alcomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, acquittent, pour chaque degré d'alcool excédant 15 degrés, un droit égal à celui qui frappe les eaux-de-vie étrangères. (Loi du 27 décembre 1903.)

Sont considérés comme *Liqueurs*, les vins contenant 24 % d'alcool ou plus. (Loi du 18 mai 1898.)

Sont imposés comme *Vins en bouteilles*, quel que soit le mode de logement, les vins préparés à l'aide de plantes aromatiques, de quinquina ou d'autres substances médicamenteuses, de même que ceux qui ont subi une préparation en vue de la fabrication du vin mousseux.

Le moût de vin (jus de raisin non fermenté) stérilisé, sans alcool et logé en bouteilles, n'est passible que du droit d'accise de 20 francs l'hectolitre afférent aux *Vins importés autrement qu'en bouteilles*, à condition, pour l'importateur, de produire les justifications et de se conformer aux mesures jugées nécessaires par le Ministre des Finances pour empêcher la fraude. (Loi du 31 décembre 1900.)

Avant la mise en vigueur de la loi du 30 décembre 1896, les vins étaient soumis, sans distinction de logement, au droit d'accise de 23 francs l'hectolitre. Ce droit résultait de l'article 8 du traité de commerce du 31 octobre 1881, conclu entre la Belgique et la France.

Des arrangements internationaux antérieurs avaient eu pour conséquence un abaissement notable du droit d'accise sur les vins. Ce droit qui était fixé à fr. 42.40 l'hectolitre par l'arrêté royal du 18 juillet 1860, pris en vertu de la loi de la même date, fut réduit à fr. 34.80 pour les vins français conformément à la déclaration du 29 mai 1860.

Vint le traité de commerce du 1^{er} mai 1864 consacrant encore une diminution progressive du droit :

Fr. 27.50 l'hectolitre, à partir du 1^{er} juillet 1864;
Fr. 25 l'hectolitre, à partir du 1^{er} janvier 1862;
Fr. 22.50 l'hectolitre, à partir du 1^{er} juillet 1862.

Les droits ci dessus étaient indépendants du droit d'entrée ci-après :

Vins en cercles : fr. 0.50 l'hectolitre;
Vins en bouteilles : fr. 1.50 l'hectolitre.

On voit que c'est à la suite de conventions internationales que le taux du droit a été abaissé dans les notables proportions indiquées plus haut. Ces conventions ayant cessé de sortir leurs effets et les considérations qui avaient décidé la Belgique à conserver néanmoins un tarif réduit n'existant pas davantage, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de reviser les taux actuels de la manière suivante :

Vins :

En bouteilles : mousseux	fr. 200 » l'hectolitre.
autres	» 80 » —
Importés autrement	» 40 » —

D'autre part, la stipulation d'après laquelle les vins importés autrement qu'en bouteilles et titrant plus de 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac

à la température de 15 degrés centigrades doivent acquitter, pour chaque degré d'alcool excédant 15 degrés, un droit égal « à celui qui frappe les *eaux-de-vie étrangères* », serait adoucie en ce sens que ce droit n'égalerait plus que celui qui frappe les *eaux-de-vie fabriquées dans le pays* (3 francs par degré).

Il est entendu que les autres dispositions qui règlent actuellement l'imposition de vins seraient maintenues.

*
* *

Le Gouvernement a compris dans le projet de loi les modifications que le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce suggère d'apporter aux dispositions légales qui règlent la perception des droits sur les marchandises tarifées *ad valorem*.

On sait que, présentement, la seule arme dont la douane dispose pour réagir contre les sous-évaluations de marchandises consiste dans le droit de préemption. Maintes fois déjà les inconvénients et l'insuffisance de ce système ont été mis en lumière : les abus se multiplient causant un préjudice grave, non seulement à l'État, c'est-à-dire à la collectivité, mais aussi aux déclarants honnêtes qui se voient supplantés par des concurrents moins scrupuleux.

Le Gouvernement est d'avis que le système des commissions mixtes, auquel le Conseil supérieur de l'Industrie et du Commerce accorde ses préférences, constituerait une mesure de progrès et de justice : il en recommande donc très vivement l'adoption.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

Projet de loi portant modification du
tarif des douanes et du système de
perception des droits sur les mar-
chandises tarifées « ad valorem ».

Wetsontwerp houdende wijziging in
het tolltarief en in het stelsel van
heffing der rechten op de goe-
deren belast naar de waarde.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé
de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée sur les marchan-
dises indiquées ci-après sont modifiés
ainsi qu'il suit :

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister
van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Financiën is belast,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De inkomende rechten op navermelde
goederen worden gewijzigd als volgt :

Numéro d'ordre	MARCHANDISES.	Droits d'entrée.	
		Base.	Quotité.
			Fr. C.
Ex 14	Légumes conservés en boîtes ou en bouteilles (1)	100 kil.	20 »
	(1) Y compris le poids des récipients formant l'emballage intérieur.		
	Fromages à pâte molle, autres que les fromages communs, mous et blancs	100 kil.	20 »
Ex 17	Pommes de terre importées comme primeurs, du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juin .	100 kil.	3 »
	Légumes frais :		
	Asperges et épinards importés comme primeurs, du 1 ^{er} novembre au 1 ^{er} mai	100 kil.	12 »
	Petits pois, fèves de marais et haricots importés comme primeurs, du 1 ^{er} novembre au 1 ^{er} juin	100 kil.	12 »
Ex 22	Truffes	100 kil.	500 »
Ex 25	Pruneaux	100 kil.	25 »
	Fruits non spécialement tarifés :		
	Frais :		
	Ananas	100 kil.	50 »
	Brugnons ou pêches	100 kil.	150 »
	Raisins autres que les raisins écrasés	100 kil.	150 »
	Autres (2) :		
	Importés en caissettes, boîtes, bocaux, paniers ou autres embal- lages d'un poids de 20 kil. ou moins	100 kil.	50 »
	Importés autrement	100 kil.	25 »
	(2) Y compris les fruits entiers ou divisés conservés au naturel ou autrement qu'à l'alcool, ainsi que les fruits confits.		
Ex 28	Huiles d'olive, d'arachides et d'œillette (3)	100 kil.	15 »
	(3) Les huiles d'olive, d'arachides et d'œillette destinées à des usages industriels peuvent être délivrées en franchise de droits d'entrée, moyennant les formalités à déterminer par le Ministre des Finances.		
Ex 32	Eaux-de-vie de toute espèce :		
	En cercles, à 50 degrés ou moins de l'alcomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.	Hectol.	250 »
	En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50.	Hectol.	5 »
	En bouteilles, sans distinction de degré.	Hectol.	300 »
	Liqueurs, sans distinction de degré	Hectol.	500 »
Ex 35	Machines électriques en fonte, en fer ou en acier	100 kil	4 »

Volg- nummer.	GOEDEREN.	Inkomende rechten.	
		Maatstaf.	Bedrag.
			Fr. C.
Ex 14	Ingelegde groenten in doozen of in flesschen (1)	100 kil.	20 »
	(1) Er onder begrepen het gewicht der recipienten waaruit het innerlijk pakgoed bestaat.		
	Kaas van week deeg, andere dan gemeene, weeke en witte	100 kil.	20 »
Ex 17	Aardappelen als eerstelingen ingevoerd van 1 Januari tot 1 Juni	100 kil.	5 »
	Versche groenten :		
	Asperges en spinazie als eerste groenten ingevoerd van 1 November tot 1 Mei	100 kil.	12 »
	Jonge erwten, labboonen en boonen als eerste groenten ingevoerd van 1 November tot 1 Juni	100 kil.	12 »
Ex 22	Truffels.	100 kil.	500 »
Ex 25	Gedroogde pruimen	100 kil.	25 »
	Vruchten niet afzonderlijk getarifeerd .		
	Versche :		
	Ananas	100 kil.	50 »
	Bloedperziken en perziken	100 kil.	150 »
	Druiven andere dan de geplette druiven	100 kil.	150 »
	Andere (2) :		
	Ingevoerd in kistjes, doozen, bokalen, korven of ander pakgoed wegende 20 kil. of minder	100 kil.	50 »
	Anders ingevoerd	100 kil.	25 »
	(2) Er onder begrepen de geheele of verdeelde vruchten bewaard in natuur of anders dan bij middel van alcohol, alsook de gekonfijte vruchten.		
Ex 28	Olijf-, aardnoot- en heuloliën (3).	100 kil.	15 »
	(3) De olijf-, aardnoot- en heuloliën bestemd voor nijverheidsgebruiken mag men vrij van inkomende rechten laten volgen mits nakoming der formaliteiten te bepalen door den Minister van Financiën.		
Ex 32	Brandewijn van alle soorten :		
	Op fust, van 50° of minder van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15° van den honderdgradigen thermometer	Hectol.	250 »
	Op fust, voor elken graad boven de 50	Hectol.	5 »
	In flesschen, zonder onderscheid van graad	Hectol.	500 »
	Likeuren, zonder onderscheid van graad	Hectol.	500 »
Ex 33	Electrische machines van gietijzer, van ijzer of van staal	100 kil.	4 »

Numéro d'ordre.	MARCHANDISES.	Droits d'entrée.	
		Base.	Quotité.
			Fr. C.
Ex 38 et 39	Appareils photographiques de toute espèce non spécialement tarifés (4).	Valeur.	15 p. c.
	(4) Y compris les pièces détachées et les accessoires.		
Ex 46	Papiers à meubler dorés, argentés, bronzés, gaufrés ou veloutés	100 kil.	15 »
47	Parfumeries :		
	Parfumeries alcooliques	Valeur	25 p. c. (5)
	(5) Sans que le droit puisse être inférieur à celui afférent aux <i>Autres liquides alcooliques</i> .		
	Autres parfumeries non spécialement dénommées	Valeur.	25 p. c.
Ex 49	Ardoises pour toitures.	1,000 pièces.	6 »
	Pierres polies ou sculptées non spécialement tarifées	Valeur.	10 p. c.
50	Savons de parfumerie (ou savons de toilette) :		
	Savons en pâte, en poudre, en feuillets, etc., contenus dans des étuis, flacons, petits pots, sachets ou autres emballages de ce genre (6)	100 kil.	120 »
	Autres (6)	100 kil.	50 »
	(6) Y compris le poids des récipients et autres enveloppes formant l'emballage intérieur.		
Ex 64	Tapis et tapisseries de laine; tapis de pied en jute et laine, jute dominant	Valeur.	20 p. c.
	Tissus de soie : Tous autres tissus, à l'exception des velours et peluches de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie dominant en poids sans excéder 75 p. c.	Valeur.	20 p. c.
6	Vins.	Libres (7)	
	(7) Le taux des droits d'accise est modifié de la manière suivante :		
	Vins :		
	En bouteilles :		
	Mousseux	200 francs l'hectolitre.	
	Autres	80 francs l'hectolitre.	
	Importés autrement	40 francs l'hectolitre.	
	Indépendamment du droit de 40 francs par hectolitre, les vins importés autrement qu'en bouteilles, titrant plus de 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, acquittent, pour chaque degré d'alcool excédant 15 degrés, un droit égal à celui qui frappe les eaux-de-vie fabriquées dans le pays		

Volg- nummer.	GOEDEREN.	Inkomende rechten.	
		Maatstaf.	Bedrag.
			Fr.
Ex 58 en 29	Photographische toestellen van alle soort niet afzonderlijk getarifeerd (4).	Waarde.	15 t. h.
	(4) Er onder begrepen de losse stukken en de benodigdheden.		
Ex 46	Meubelpapier, verguld, verzilverd, gebronsd, geperst of fluweelachtig .	100 kil.	15 »
47	Reukwerk :		
	Alcohol bevattend reukwerk	Waarde.	25 t. h. (5)
	(5) Zonder dat het recht minder mag wezen dan dit welk de <i>Andere alcohol bevattende vloeistoffen</i> treft.		
	Ander reukwerk niet afzonderlijk genoemd	Waarde.	25 t. h.
Ex 49	Schalen voor daken	4,000 stuks.	6 »
	Gepolijste of gebeeldhouwde steenen niet afzonderlijk getarifeerd . .	Waarde.	10 t. h.
59	Reukzeep (of toiletzeep) :		
	Zeep onder vorm van deeg, van poeder, van bladen, enz., vervat in bussen, fleschjes, potjes, zakjes of ander dergelijk pakgoed (6). .	100 kil.	120 »
	Andere (6)	100 kil.	50 »
	(6) Er onder begrepen het gewicht der recipienten en andere omhulsels waaruit het innerlijke pakgoed bestaat.		
Ex 64	Wollen tapijten en tapijtwerken; voettapijten van jute en wol, waarin jute de hoofdstof is.	Waarde.	20 t. h.
	Weefsels van zijde : Alle andere werfsels, met uitzondering van het flu- weel en het pluiz van zijde gemengd met andere weefstoffen, waarin zijde de hoofdstof is volgens het gewicht doch niet 75 t. h. overtreft.	Waarde.	20 t. h.
69	Wijn	Vrij (7).	
	(7) Het bedrag der accijnsrechten wordt gewijzigd als volgt :		
	Wijn :		
	In flesschen :		
	Schuimwijn	200 frank per hectoliter.	
	Andere wijn	80 frank per hectoliter.	
	Anders ingevoerd	40 frank per hectoliter.	
	Buiten het recht van 40 frank per hectoliter, betaalt de wijn anders ingevoerd dan in flesschen, van een gehalte hooger dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer, voor iederen graad alcohol die 15 graden te hoven gaat, een recht gelijk aan hetgeen vastgesteld is voor den in het land voortgebrachten brandewijn.		

ART. 2.

Les droits d'entrée sur les marchandises tarifées *ad valorem* sont calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication (c'est-à-dire sur la valeur normale en gros), augmentée des frais d'emballage et des frais de transport, d'assurance et de commission jusqu'au lieu de dédouanement.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer de l'importateur une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

§ 2. — La demande de l'Administration est notifiée à l'importateur par le vérificateur des douanes.

ART. 4.

L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus. Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 % de la valeur primitivement déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende à fixer par le Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises; cette amende, proportionnée à la gravité des faits, ne peut pas dépasser le quintuple des droits fraudés.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Si l'importateur refuse de souscrire la déclaration supplémentaire

ART. 2.

De inkomende rechten op de goederen belast naar de waarde worden berekend volgens de waarde ter plaatse van oorsprong of van vervaardiging (dat wil zeggen volgens de normale waarde in 't groot), vermeerderd met de kosten van verpakking en met de kosten van vervoer, van verzekering en van commissie tot op de plaats van inkleding.

ART. 3.

§ 1. — Wanneer de aangegeven waarde den toldienst te laag voorkomt, heeft deze het recht om van den invoerder eene aanvullende aangifte te vergen tot beloop van de waarde vastgesteld door gemelden dienst.

§ 2. — De verificateur der douanen geeft aan den invoerder bericht van de waardeverhooging door het Bestuur gevraagd.

ART. 4.

De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderteekent moet onmiddellijk de verschuldigde bijkomende rechten betalen. Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 t. h. van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval, belooft hij eene geldboete te bepalen door den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen; deze geldboete, geëvenredigd aan de gewichtigheid der zaak, mag het vijfvoudige bedrag der gesmokkelde rechten niet overtreffen.

ART. 5.

§ 1. — Wanneer de invoerder weigert de gevorderde aanvullende aangifte

réclamée, le litige est porté devant la Commission créée par l'article 6 ci-après.

§ 2. — Il en est de même si la déclaration supplémentaire n'est pas remise à la douane au plus tard cinq jours après la date de la notification.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Il est institué à Bruxelles et dans les autres localités où le Gouvernement le jugera utile, une Commission chargée de statuer, en cas de litige, sur la valeur des marchandises importées.

§ 2. — Cette Commission est composée d'un fonctionnaire nommé par le Ministre des Finances et de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane au bureau de déclaration. Ces experts sont choisis sur une liste que les tribunaux de commerce dresseront chaque année et qu'ils enverront au Ministre des Finances à la date fixée par celui-ci.

§ 3. — Avant d'entrer en fonctions, les membres choisis comme experts prêtent, devant le président du tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les
» affaires qui me sont soumises en toute
» conscience, sans acception de per-
» sonnes et d'après les dispositions de
» la loi. »

§ 4. — Le fabricant ou le négociant pour le compte duquel l'importation a lieu pourra, le cas échéant, soumettre par écrit ou présenter en personne ses moyens de défense devant la Com-

te onderteekenen, wordt het geschil aan de beoordeeling onderworpen van de Commissie ingesteld bij navolgend artikel 6.

§ 2. — In dier voege wordt insgelijks gehandeld indien, ten laatste vijf dagen na den datum der bekendmaking, de aanvullende aangifte bij den toldienst niet is ingeleverd.

ART. 6.

§ 1. — Te Brussel en in de andere localiteiten waar de Regeering het noodig zal achten, wordt eene Commissie ingesteld die, ingeval van geschil, gelast is uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde goederen.

§ 2. — Gemelde Commissie is samengesteld uit eenen ambtenaar, door den Minister van Financiën benoemd, en uit twee deskundigen waarvan de eene door den aangever en de andere door den tol-overste ter plaatse van het kantoor van aangifte worden aangewezen. Deze deskundigen worden gekozen uit eene lijst welke door de handelsrechtbanken jaarlijks wordt opgemaakt en welke zij den Minister van Financiën op den door hem vastgestelden datum inzenden.

§ 3. — Alvorens hun ambt te aanvaarden leggen de als deskundige gekozen leden, in handen van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :

« Ik zweer over de zaken die aan
» mijne beoordeeling onderworpen
» worden uitspraak te doen volgens
» mijn geweten, zonder aanzien van
» personen en ingevolge de bepalingen
» der wet. »

§ 4. — De fabrikant of de handelaar voor wiens rekening de invoer wordt gedaan mag, desvoorkomend, zijne verdedigingsmiddelen schriftelijk of in persoon aande Commissie onderwerpen.

mission. L'intéressé qui désire user de cette faculté fait connaître ses intentions par écrit à la Commission dans le délai fixé au § 2 de l'article 5. Le fonctionnaire membre de la Commission lui notifie la date de la réunion de celle-ci pour l'examen du litige.

§ 5. — Un arrêté royal fixe la rémunération des experts. Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Si la Commission constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte, les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par la Commission.

§ 3. — Si, d'après la décision, la valeur des marchandises excède de 10 % ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende à fixer par le Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises; cette amende, proportionnée à la gravité des faits, ne peut pas dépasser le décuple des droits fraudés.

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 %.

ART. 8.

La décision de la Commission doit être rendue dans les quinze jours de la naissance du litige.

De belanghebbende die van deze bevoegdheid wenscht gebruik te maken; moet, binnen den termijn bepaald bij § 2 van artikel 5, zijn voornemen daartoe aan de Commissie schriftelijk kenbaar maken. De ambtenaar lid der Commissie bericht hem den dag waarop deze vergadert om het geschil te onderzoeken.

§ 5. — De vergelding der deskundigen wordt bij koninklijk besluit vastgesteld. De kosten van schatting zijn ten laste van de verliezende partij.

ART. 7.

§ 1. — Indien door de Commissie wordt vastgesteld dat de waarde juist is aangegeven door den invoerder, wordt aan dezen eene vergoeding voor vertraging toegekend op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus 1822.

§ 2. — Ingeval van onjuiste aangifte, worden de inkomende rechten geheven op de waarde door de Commissie bepaald.

§ 3. — Indien, volgens de beslissing der Commissie, de waarde der goederen met 10 % of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene geldboete te bepalen door den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen; deze geldboete, geëvenredigd aan de gewichtigheid der zaak, mag het tienvoudige bedrag der gesmokkelde rechten niet overtreffen.

§ 4. — Geene geldboete wordt toegepast wanneer de te weinig aangegeven waarde niet 10 % bereikt.

ART. 8.

De beslissing der Commissie moet geveld worden binnen de vijftien dagen van het ontstaan van het geschil.

ART. 9.

Moyennant caution pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer librement de tout ou partie des marchandises litigieuses; cette autorisation n'est accordée que si la valeur des marchandises peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises elles-mêmes.

ART. 10.

§ 1^{er}. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision de la Commission, les marchandises sont vendues par la douane. Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 3. — Si le produit disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

ART. 11.

Le Gouvernement fixera la date de la mise en vigueur des articles 2 à 10 de la présente loi.

ART. 9.

Mits borgstelling voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoorkomend verschuldigde geldboete, mag aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk vrij te beschikken over de goederen die het voorwerp uitmaken van het geschil; die toelating wordt dan alleen verleend wanneer de waarde der goederen kan bepaald worden, 't zij volgens stalen, 't zij op zicht van een gedeelte slechts der goederen zelve.

ART. 10.

§ 1. — Ingeval van niet betaling der aanvullende rechten, der geldboete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen van de kennisgeving der beslissing van de Commissie, worden de goederen door den toldienst verkocht. Zoo wordt insgelijks gehandeld indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderteekend, de verschuldigde bijkomende rechten en, bij voorkomend geval, de geldboete niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den verkoop, na aftrek der aanvullende rechten, der geldboete en der kosten, wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den rechthebbende gehouden.

§ 3. — Indien de uitbetaling van de beschikbare opbrengst niet binnen de bepaalde tijdruimte wordt gevraagd, komt zij onherroepelijk aan den Staatsschat ten goede.

ART. 11.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop de artikels 2 tot 10 dezer wet in werking zullen treden.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1910. | Gegeven te Brussel, den 16 Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1910.

Wetsontwerp houdende wijziging in het Toltarief en in het stelsel van heffing
der rechten op de goederen belast naar de waarde.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Sedert geruimen tijd reeds, en vooral in de laatstverloopen maanden, hebben talrijke verzoekschriften het Departement van Financiën en het Departement van Buitenlandsche Zaken bereikt, om de aandacht te vestigen op de steeds toenemende gevaren waarmede de Belgische voortbrengselen worden bedreigd ten gevolge van de geleidelijke opdrijving der buitenlandsche toltarieven. Het is een merkwaardig verschijnsel, dat die noodkreten niet slechts door enkele nijveraars en handelaars of door rechtstreeks ter zake betrokken syndicale inrichtingen worden geslaakt, maar dat zij zelfs worden aangeheven door vereenigingen die het vrijhandelstelsel voorstaan.

Om de ontroering te begrijpen welke in den lande heerscht, volstaat het ons economisch stelsel met dat van het meerendeel der vreemde natiën te vergelijken.

Wanneer, nu vijftig jaar geleden, een wind van handelsvrijheid zijnen machtigen adem over Europa blies en de dammen, welke vrij overal tegen internationale mededinging waren opgeworpen, aan het wankelen bracht, is België stout den weg der ontlastingen ingeslagen; bijna alle grondstoffen werden van lasten ontheven en aan de meest benoodigde verbruiksartikelen werd vrijdom van alle recht verleend.

Ongelukkigerwijze, in den vreemde, is kentering in den stroom der denkbeelden niet uitgebleven. De hooge rechten bezwangeren meer en

meer de toltarieven, en bescherming schijnt zelfs ingang te vinden bij de natiën die tot dusver getrouw waren aan de leerstelsels van den *free trade*.

België mag worden vermeld onder de weinige landen die aan hun Tarief een karakter van matigheid hebben blijven behouden. Het is, voorzeker, ertoe gebracht geworden het tolstelsel van enkele goederen te herzien; doch, naast eenige verhoogingen van rechten, treden insgelijks menigvuldige vergeldende vrijstellingen in het licht, welke in ruime mate tot het algemeen welzijn hebben bijgedragen. En vooral, mogen wij met wettige fierheid vaststellen, dat ons land een echten, gastvrijen bodem is gebleven die voor al de vreemdelingen wijd open staat, zonder dat ooit, in eenigerlei omstandigheid, op hen zwaardere belastingen of lasten drukken dan die welke de landslieden treffen.

Voor hen, die aan de buitengewone matigheid van ons Toltarief zouden kunnen twijfelen, zal het volstaan, om zich daarvan te overtuigen, inzage te nemen van de officieele tabellen onzer handelsstatistiek, waaruit blijkt, dat ongeveer 90 % van het gewicht en ongeveer 80 % van de waarde der goederen, die voor het verbruik in België worden ingevoerd, vrij zijn van rechten.

Hetgeen bij een onderzoek van het Belgisch Tarief opvalt, is dat voor een zeer groot getal producten de geldende tarifeeringen geboren zijn uit vroegere internationale verdragen waarvan de werkende invloed niet meer bestaat dan uit kracht van wetten tot algemeenmaking. Die verdragen huldigden vrijstellingen of matigingen van rechten, die — te onthouden hoofdpunt — door ons werden toegestaan in ruil tegen gelijkwaardige voordeelen door de andere verdragsluitende partijen op hunne eigen Tarieven verleend.

Daaruit is voortgevloeid dat, enerzijds, al de voordeelen welke ons werden gewaarborgd, opgehouden hebben te bestaan, ja meer nog, dat de vreemde rechten op dikwijls prohibitieve bedragen zijn gebracht geworden; anderzijds, dat wij voortgaan met aan buitenlandsche producten de voordeelen te laten genieten van vroegere overeenkomsten zonder, in ruil daartegen, eenige vergelding te erlangen. De stand van zaken heeft zich dus geheel ten onzen nadeele gekeerd.

De Regeering, in de hoogste mate bezorgd met 's Lands economische belangen, mocht geen gesloten oor hebben voor de verzoeken die haar van overal toekomen. Na het vraagstuk rijpelijk te hebben overwogen, is zij van oordeel, dat het noodig is zekere wijzigingen in ons Toltarief te brengen.

Zulks is de strekking van het wetsontwerp.

De Regeering mag het zich niet ontveinzen, dat in de maatregelen welke haar onontbeerlijk voorkomen en welke zij door het Parlement tot wet zou willen zien verheffen, voor de natie zekere offers liggen opgesloten; doch zij heeft eraan gehouden, dat daardoor op de minvermogende huisgezinnen geenen druk worde gelegd. Men zal inderdaad ontwaren dat, volgens den wensch uitgesproken door den Hoogerem Raad voor Nijverheid en Handel, de producten die in het wetsontwerp zijn opgenomen over 't algemeen weeldegoederen zijn, waaromtrent eene hoogere taxatie op verder vermelde gronden te rechtvaardigen is.

Daarenboven — het dient duidelijk te worden bevestigd — het door de Regeering nagestreefde doel is van economischen aard en geenszins van fiskalen aard. In den loop der toekomstige internationale onderhandelingen, zullen wij de gelegenheid vinden die nieuwe bepalingen van ons Tarief te ruilen tegen voordeelen welke wij vergeefs zouden trachten kosteloos te verkrijgen. De opbrengst der nieuwe heffingen moet derhalve altijd beschikbaar blijven en mag niet worden samengesmolten met de gewone middelen van den Staatsschat, waarmede bestendige uitgaven in verband staan. De Wetgevende Macht moet te elken stonde daarvan kunnen afzien zonder het Begrootingsevenwicht te storen.

Dienvolgens stelt de Regeering voor, dat, onder de ontvangsten van de Buitengewone Begrooting worden begrepen de bijontvangsten voort te komen van het samenstel der nieuwe rechten die zekere goederen zullen treffen, in vergelijking met de opbrengst der rechten geïnd op dezelfde hoeveelheden van gemelde goederen gedurende de twaalf maanden welke aan het in werking stellen dezer wet voorafgaan. Het aanwenden dier middelen tot onze economische uitrusting zal verband houden met het denkbeeld waaruit het ontwerp geboren werd; zij zullen middellijk of onmiddellijk winstgevend worden ten bate van allen en tevens daarbij de nationale werkkrachten begunstigen, hetzij binnenslands door verbetering onzer verkeersmiddelen, hetzij buitenslands door aankoop van onroerende goederen bestemd tot onze gezantschappen en consulaten.

Niemand kan er zich dus aan bedriegen, hierbij is geene strijdwet gemoeid, maar wel eene wet van voorzorg. Wij kunnen ons niet vleien met het denkbeeld, dat daarvan eenige tempering zal zijn te verwachten der vrije tarieven welke onzen uitvoer belemmeren; ook is ons doel verder gelegen, hetgeen wij op het oog hebben, is terugkeer tot de handelsverdragen, 't is te zeggen tot een stelsel van vastheid waarnaar door den handel en door de nijverheid van alle landen wordt getracht.

Maar om te lukken, moeten wij in de schalen, waarin de onder Natiën uitgewisselde voordeelen worden gewogen, iets zwaarwichtigers te leggen hebben dan leerstelsels, verlangens en beroepen op de vriendschap. Wij moeten er zakelijke elementen kunnen inwerpen, geschikt om naar hare hooge waarde te doen schatten de clienteele van ons land, waarvan het koopvermogen zulke waarde heeft, dat het ons de eerste plaatsen in de economische rangorde heeft doen innemen.

*
* *

Ziehier de verantwoording der voorgestelde wijzigingen in het Tarief.

Ingelegde groenten in doozen of in flesschen. — Dergelijke verduurzaamde eetwaren zijn geene verbruiksgoederen voor het volk. Het zijn vooral fijne artikelen, van hoogen prijs, en die dus een hooger recht kunnen dragen dan dat van 45 frank de 100 kilogram bepaald bij de wet van 12 Juli 1893.

Kaas van week deeg. — De gemeene, weeke en witte kaas is vrij van rechten bij den invoer in België; de andere kaas — hij moge week of hard zijn — is onderworpen aan het recht van 12 frank de 100 kilogram.

Met uitzondering van de gemeene kaas die bestaat uit eenvoudig gestremde melk (kaaswringel, maqueie, platte-kaas, enz.), heeft de kaas van week deeg over 't algemeen eene grootere waarde dan de harde kaas: het is een uitgelezen product dat uitsluitend door de gegoede klasse wordt verbruikt. Dienvolgens, is het genoegzaam aangewezen, dat een onderscheid behoort te worden gemaakt tusschen de producten van de eene en de andere soort.

Aardappelen en verse groenten: asperges, spinazie, jonge erwten, tabboonen en boonen, ingevoerd als eerstelingen. — De vrije invoer van aardappelen en van verse groenten moet, in het belang der minvermogene klassen, gehandhaafd blijven. Eene uitzondering laat zich nochtans verantwoorden voor zekere producten van die soort die als eerste groenten worden ingevoerd; het verbruik van laatstgemelde, waarvan de prijs zeer hoog is, is onwederlegbaar een weeldeverbruik. Ziedaar de reden waarom zij onder de nieuwe heffingen zijn begrepen geworden.

Truffels. — Indertijd waren de truffels belast op voet van 15 t. h. naar de waarde. Later, werd tegelijkertijd een facultatief recht van 200 frank de 100 kilogram tot stand gebracht.

De wet van 12 Juli 1895 heeft slechts het specifieke recht behouden en het op 300 frank de 100 kilogram gebracht.

De truffel is uitteraard een artikel voor weeldeverbruik en kan gemakkelijk een recht van 25 % harer waarde dragen. Deze daalt nimmer beneden 20 frank en komt dikwijls 30 frank het kilogram nabij. Welnu, afgaande op de minste waarde van 20 frank, bekomt men, naar den maatstaf van 25 %, eenen belastingvoet van 500 frank de 100 kilogram, het nieuw bedrag door de Regeering voorgesteld.

Gedroogde pruimen. — De wet van 28 Juli 1879 bepaalt het invoerrecht op de gedroogde pruimen op 25 frank de 100 kilogram.

Krachtens handelsverdragen van 6 December 1891, aangegaan met Duitschland en met Oostenrijk-Hongarijë, werd voormeld recht verminderd en gebracht op 15 frank de 100 kilogram voor de gedroogde pruimen ingevoerd in tonnen van ten minsten 180 kilogram of in zakken van ten minste 80 kilogram, ruw gewicht, zonder innerlijk pakgoed.

Bijaldien gemeld beding niet is opgenomen geworden, noch in het additionneel verdrag van 22 Juni 1904 gesloten met Duitschland, noch in het verdrag van 12 Februari 1906 getroffen met Oostenrijk-Hongarijë, zijn er heden ten dage geene redenen meer voorhanden om het voorgaande onderscheid te bestendigen, te minder nu de verzenders zich zoo hebben weten te richten, dat zij grootendeels de rechten ontduiken waarmede de pruimen belast zijn, die vervoerd worden in colli van minder gewicht dan die welke

hooger zijn aangeduid. Derhalve wordt voorgesteld het eenige recht van 25 frank de 100 kilogram, spruitende uit hierboven bedoelde wet van 28 Juli 1879, opnieuw van toepassing te maken op al de gedroogde pruimen, zonder onderscheid van de wijze van verpakking.

Vruchten niet afzonderlijk getarifeerd : versche. — Krachtens de wet van 12 Juli 1893, worden de versche niet afzonderlijk getarifeerde vruchten, andere dan de ananas en de wijndruiven, volgenderwijze belast :

1. Ingevoerd in kistjes, dozen, bokalen, korven of ander pakgoed wegende 3 kilogram of minder : 30 frank de 100 kilogram ;
2. Anders ingevoerd : 12 frank de 100 kilogram.

In den regel, zijn de uitgelezen vruchten vervat in klein pakgoed, dat ze beter tegen kneuzing vrijwaart en dat tevens geriefelijk is voor den verkoop in 't klein, zoodat de wijze van verpakking der zendingen geacht mag worden in zekere mate een criterium harer waarde te zijn. Nochtans, wat betreft de ingevoerde vruchten, is die aanduiding van gering gehalte : de ervaring bewijst, inderdaad, dat, om de toepassing van het recht van 30 frank de 100 kilogram te ontduiken, de belanghebbenden niets onbeproefd laten om zich in steeds afnemende mate van klein pakgoed te bedienen.

Ten einde dat streven te keer te gaan, dat wederrechtelijk en tevens voor de Schatkist nadeelig mag geheeten worden, dient te worden besloten, dat het hooge recht van toepassing zal zijn op de versche vruchten ingevoerd in pakgoed van 20 kilogram en minder.

Anderzijds, aangezien de versche vruchten, uit den vreemde ingevoerd, voor het meerendeel bestemd zijn tot de tafel der gegoeden en derhalve eene betrekkelijk zeer hooge waarde hebben, kunnen de rechten die erop kleven zonder bezwaar verhoogd worden.

Olijf-, aardnoot- en heuloliën. — De vrijstelling van alle recht der olijfoliën spruit uit internationale overeenkomsten die opgehouden hebben te bestaan.

De olijfolie dient tot huiselijke doeleinden, dikwijls in verbinding met specerijen of azijn. Dewijl al die producten aan rechten zijn onderworpen, zoo is het natuurlijk — nu wij ten deze opnieuw alle vrijheid verworven hebben — dat de olijfolie insgelijks haar aandeel in de belastingen bijdrage.

In verband met de waarde van het product, die op 150 frank de 100 kilogram mag worden geschat, schijnt oplegging van het voorgestelde recht van 15 frank de 100 kilogram trouwens een matige last toe.

De olijfolie belast zijnde, behoort hetzelfde recht te worden toegepast op de aardnoot- en heuloliën die insgelijks tot 's menschen verbruik bestemd zijn.

Overwegende nochtans, dat hoogergemelde oliën insgelijks voor nijverheidsdoeleinden worden gebezigd, stelt de Regeering voor, in navolging

van hetgeen ten aanzien van andere producten bestaat, in het tarief de navolgende bepaling op te nemen :

« De olijf-, aardnoot- en heuloliën, bestemd voor nijverheidsgebruiken, mag men vrij van inkomende rechten laten volgen, mits nakoming der formaliteiten te bepalen door den Minister van Financiën ».

Brandewijn en likeuren. — De belasting van den brandewijn en van de likeuren van vreemde herkomst is bepaald als volgt.

Brandewijn van alle soorten :

Op fust, van 50° of minder van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer	fr. 175 »	den hectoliter.
Op fust, voor elken graad boven de 50°	3 50	—
In flesschen, zonder onderscheid van graad	350 »	—
Likeuren, zonder onderscheid van graad	350 »	—

Uit aanmerking van den aard van gemelde goederen, heeft het toegeschenen dat de daarop klevende rechten zonder bezwaar kunnen verhoogd worden, te meer dat de brandewijn die ons uit den vreemde toekomt meestal een uitgelezen product is, dat door de vermogende klasse wordt verbruikt.

De rechten op de andere vloeistoffen, die onder de benaming van *Alcoholische vloeistoffen* in het Toltarief zijn gerangschikt, worden gehandhaafd.

Electrische machines en toestellen. — Menigvuldige verzoekschriften hebben de Regeering bereikt, aangaande het tolstelsel der electrische machines en toestellen, die, in den huidige toestand van het Toltarief, het gewone stelsel der machines volgen.

In de nijverheidskringen, loopen de adviezen omtrent de voegelijkheid van eene herziening wijd uiteen. Waar de bouwmeesters-electriciens met aandrang vragen, dat de electrische machines gerangschikt worden in eene afzonderlijke afdeeling, waarvan de rechten gelijk zijn aan die welke in Duitschland bestaan, wordt door de nijveraars, die bedoeld materieel bezigen, met niet minder kracht op behoud van het *statu quo* aangedrongen.

Ten einde toe te laten, dat alle denkbeelden tot uiting komen, heeft de Minister van Financiën eene commissie ingesteld bestaande uit aangewezen ambtenaars en uit nijveraars wier uitenlopende belangen ter zake betrokken zijn.

In het slotverslag over de beraadslagingen der Commissie, wordt voornamelijk vermeld hetgeen volgt :

« De bouwmeesters-electriciens hadden volgenderwijze uiting gegeven aan hunne bezwaren :

» 1° Globale inveering door België van de Deutsche tolbelasting toepasselijk op de producten van de electrische bouwnijverheid ;

» 2^o Vermindering, tot beloop van 50 %_o, der rechten die bij den invoer in België het bewerkt, geplet of getrokken koper treffen. »

Het verzoek om vermindering der rechten, bedoeld onder 2^o, met gloed bestreden door den vertegenwoordiger der koperfabrieken, is prijsgegeven met bijna eenparige stemmen.

De nijveraars die zich in den beginne tegen alle verhooging van het Tarief hadden uitgesproken, hebben ten slotte moeten bekennen dat, uit hoofde van het hooge kopergehalte der electrische machines, deze in niet onbelangrijke mate van gewone machines afwijken. Zij zijn derwijze gebracht geworden de dynamo's van de meest gebezigde vormen te herleiden volgens de metalen waaruit zij bestaan; op elke dezer hoeveelheden — volgens den aard van het metaal — het aan dit laatste eigen zijnde recht toe te passen, en vervolgens deze verschillende gegevens te berekenen ten einde, op dezen evenredigen grondslag, het bedrag der belasting van de gansche machine vast te stellen. Het in dier voege bekomen bedrag bereikte ongeveer 4 frank de 100 kilogram.

Volgens het voorgaande, hebben de leden der Commissie vertegenwoordigende de nijverheden welke van electrisch materieel gebruik maken, eene hervorming uitgedacht die hieruit zou bestaan, dat aan het recht van 4 frank de 100 kilogram zouden worden onderworpen de electrische machines en toestellen waarin het koper of eene daarmede gelijkgestelde stof niet het zwaarste weegt. Thans bedraagt dat recht 2 frank de 100 kilogram voor de machines waarin het gietijzer de hoofdstof is en 4 frank de 100 kilogram voor degene bestaande vooral uit ijzer of staal. Welnu, vermits het gegoten staal in 't algemeen de hoofdstof is der dynamos, zou het eenige recht van 4 frank per 100 kilogram schier geene verzwaring verwekken, maar hetzelfde zou de volledige ontvangst verzekeren van het recht dat werkelijk van toepassing is, sommige machines ingevoerd zijnde — naar beweerd wordt — onder de onjuiste benaming van « machines in gietijzer » in stede van « machines in ijzer of in staal », ten gevolge der praktische moeilijkheden om die metalen te onderscheiden.

De vervaardigers van electrische machines, alhoewel zij ten slotte hun voorstel hebben hernieuwd van een tarief aan te nemen in den aard van hetgene dat in Duitschland toegepast wordt, hadden gedurende de bespreking verklaard dat zij bereid waren zich aan te sluiten bij het hierboven bepaalde recht van 4 frank de 100 kilogram, maar enkel voor wat betreft de dynamo's wegende meer dan 3,000 kilogram en op voorwaarde dat dit bedrag zou vastgesteld worden op 8 frank de 100 kilogram voor de dynamo's wegende 3,000 kilogram en minder.

Eindelijk, meermalen, hebben sommige leden gevraagd dat de electrische lampen, die thans het regiem der machines volgen, van klasse zouden veranderd en aan een hooger recht onderworpen worden.

De stemming waartoe overgegaan werd — de leden-ambtenaars zich onthoudende — gaf den volgende uitslag :

Bij eenparigheid der zestien stemmende leden, bracht de Commissie het

advies uit, dat het recht op de electrische machines en toestellen op eene meer logieke en passende wijze diende verdeeld te worden.

Bij de volgende stemming, hebben zeven leden den wensch uitgedrukt dat het gewijzigde recht niet 4 frank per 100 kilogram zou overtreffen voor de dynamo's en de transformatoren, terwijl negen leden hunne voorkeur voor aanneming van de Duitsche tarifeering hebben uitgedrukt.

Tot nadere toelichting heeft de Regeering op het bureel der Kamer eenige exemplaren neergelegd van de stukken betreffende de werkzaamheden van voormelde Commissie.

Men weet dat onze politiek op tolgebied steeds gekenmerkt was door de bezorgdheid om den invoer in het land te vergemakkelijken der machines en toestellen die noodig zijn voor de nijverheid. Heden nog noopt zulks de Regeering om zich bij het gematigste advies der Commissie aan te sluiten. Bijgevolg stelt zij voor, het tarief der rechten op de electrische machines te wijzigen zooals de tabel dit aanwijst.

Photographische toestellen. — Volgens eene bepaling van het handelsverdrag met Duitschland, worden de photographische werktuigen en toestellen die bijzonder vervaardigd zijn voor wetenschappelijke opzoekingen (sterrenkunde, weerkunde, micrographie, enz.) gerangschikt in de klasse der *Wetenschappelijke werktuigen en toestellen*.

Thans heeft de photographische kunst zich geheel uitgebreid in zoover dat de toestellen tot dit gebruik overal en in groot getal worden aangetroffen. Ook, met uitzondering van de bijzondere werktuigen in hooger vermeld verdrag bedoeld, heeft de vrije invoer van de photographische toestellen geene reden meer van bestaan. Nu reeds, overigens, zijn de toestellen van dien aard genoemd « instantanés » en die niet een duidelijk wetenschappelijk karakter bezitten aan het inkomrecht der « Kramerij en ijzerkramerij » onderworpen.

Het oogenblik schijnt geschikt te zijn, om het tarief opnieuw te regelen der bovengemelde voorwerpen welke in eene afzonderlijke klasse van het tarief zouden gerangschikt worden.

Meubelpapier. — Het meubelpapier is nu belast bij den invoer met een recht van 8 frank de 100 kilogram.

Dat recht is bevestigd door het handelsverdrag van 22 Juni 1904 tusschen Duitschland en België, doch met uitzondering van de vergulde, verzilverde, gebronsde, geperste of fluweelachtige meubelpapieren.

Daar deze laatste produkten eene hoogere waarde hebben dan het ander meubelpapier, dienen zij in eene afzonderlijke klasse begrepen te worden.

Reukwerk. — Het reukwerk bestaat uit bereidingen van zulken aard

dat het een tamelijk hoog recht kan verdragen. Thans zijn die produkten aldus getarifeerd :

Alcohol bevattend reukwerk Waarde 15 t. h. (a)

(a) Zonder dat dit recht minder mag wezen dan dit welk de *Andere alcohol bevattende vloeistoffen* treft.

Ander reukwerk :

Afzonderlijk genoemd (b) Vrij.

Niet afzonderlijk genoemd Waarde 15 t. h.

(b) Deze klasse begrijpt de volgende produkten : de plantengeesten of natuurlijke plantenoliën van bittere amandelen, van bergamot, van cananga (vetiver of ylang-ylang), van citroenen en dezer variëteiten, van geranium, van iris, van jasmijn, van kemelsbooi of -stroo (Indisch ijzerkruid), van linaloë, van oranje-appels en dezer variëteiten, van orego, van sandelhart, van sassafras, van tuberoos; — de safrol; — het met geur doordrongen vet ingevoerd in recipiënten van minstens 10 kilogrammen.

Deze verdeeling zou behouden worden alsook de vrije invoer van het afzonderlijk genoemd reukwerk hetwelk gebruikt wordt in het land tot het vervaardigen van het samengesteld reukwerk. Maar voor wat de andere klassen betreft, kan het recht verhoogd worden zooals de Regeering dit voorstelt.

Schaliën voor daken. — Het inkomrecht op de schaliën voor daken heeft verschillende wijzigingen ondergaan.

Vastgesteld op 6 frank de 1,000 stuks bij de wet van 7 April 1838, werd het bedrag van dit recht verminderd, eerst, tot 4 frank de 1,000 stuks bij het verdrag met Frankrijk van 1861, dan tot 2 frank de 1,000 stuks bij het verdrag met hetzelfde land van 1881.

Daar gemelde verminderingen spruiten uit verdragen die niet meer van kracht zijn, en daar wij alzoo van alle vergoeding zijn verstoken, rechtvaardigt zich vanzelfs de herstelling van het eerstbestaande recht van 6 frank de 1,000 stuks. Reeds, bij de wet van 12 Juli 1895, werd het recht gebracht op het bedrag van 4 frank de 1,000 stuks.

Gepolijste of gebeeldhouwde steenen niet afzonderlijk getarifeerd. — Overeenkomstig de wet van 18 December 1857 waren de gepolijste of gebeeldhouwde steenen, andere dan de standbeelden, aan een recht onderworpen van 12 t. h. naar de waarde.

Dit recht werd verminderd tot 10 t. h. naar de waarde krachtens de wet van 14 Augustus 1865 en later afgeschaft, tengevolge van handelsovereenkomsten.

Ook nog in dit geval, komt geen enkel voordeel opwegen tegen hetgeen vroeger door België is toegestaan. Wij zouden dus gegrond zijn het vroeger bestaande recht van 12 % naar de waarde te herstellen; de Regeering gaat nochtans zoo ver niet en stelt alleen voor het recht van 10 % naar de waarde te hernemen.

Reukzeep. — Krachtens de wet van 12 Juli 1895, is de reukzeep onderhevig aan een recht van 12 % naar de waarde.

Beter ware het deze rubriek in twee klassen te verdeelen : de eene, begrip- pende de soorten van zeep vevat in kleine recipienten (bussen, buisjes, enz.), die de zeer fijne toiletartikels uitmaken, de andere, de zeep in stukken, enz.

Soortgelijke zeep zou aldus volgenderwijze worden belast :

Reukzeep (of toiletzeep) :

Zeep onder vorm van deeg, van poeder, van bladen, enz.,
vervat in bussen, fleschjes, potjes, zakjes of ander der-
gelijk pakgoed (a) fr. 120 » per 100 kilogr.

Andere (a) 50 » —

(a) Er onder begrepen het gewicht der recipienten en andere omhulsels
waaruit het innerlijke pakgoed bestaat.

Het recht van 6 frank de 100 kilogram geheven op de andere zeep dan de reukzeep zou worden behouden.

Wollen tapijten; voettapijten van jute en wol, waarin jute de hoofdstof is. — Naar het van kracht zijnde Toltarief, worden de voettapijten met kanefas van jute, soort mokette of andere, waarvan het fluweelachtige of gekrulde deel (voorzijde) uit wol bestaat, wederzijds met het recht van 15 % of van 10 % naar de waarde belast — als *Wollen tapijten en tapijt- werken* of *Weefsels van jute* : *Alle andere weefsels* — naar gelang de wol of de jute in gewicht de hoofdstof is in hunne samenstelling.

Dit verschil van regiem rechtvaardigt zich niet, aangezien bedoelde artikels op gelijke wijze vervaardigd worden en met opzicht tot waarde niet beduidend schillen. Zelfs gebeurt het dat zekere tapijten met jute als hoofdstof eenen grooteren arbeid vergen en van hooger prijs zijn dan de soort- gelijke artikels waarin de wol als hoofdstof voorkomt. Men heeft ook vermeld dat de buitenlandsche nijverheid in de samenstelling van zekere soorten van tapijten de hoeveelheid jute vermeerderd, dees ten einde het verminderd recht van 10 % naar de waarde te kunnen genieten.

Het voorgesteld tarief treft met hetzelfde recht de voettapijten van jute en wol, waarin jute de hoofdstof is, en alle artikels gerangschikt in de klasse der *Wollen tapijten en tapijtwerken*. Daar deze verscheidene produkten enkel door de bemiddelde standen gebruikt worden, schat men dat zij zeer wel eene taks van 20 % naar de waarde kunnen dragen.

Weefsels van zijde. — In het bestaande tarief, zijn de artikels gerang- schikt in de klasse *Weefsels van zijde* : *alle andere weefsels*, onderhevig

aan het recht van 700 frank de 100 kilogram, of, *ter keuze des invoerders*, aan dit van 15 % naar de waarde.

Deze bevoegdheid om te kiezen tusschen het recht naar het gewicht en het recht naar de waarde veroorzaakt ergerlijke ongelijkheden van belasting; het gebeurt, inderdaad, dat de artikels van hoogen prijs — ingeklaard aan het recht van 700 frank de 100 kilogram — dikwijls eene onbeduidende belasting betalen tegenover de gemeenere artikels ingeklaard naar den maatstaf van de waarde.

Het voorgesteld tarief stelt de belasting eenvormig op 20 t. h. naar de waarde vast; dit recht rechtvaardigt zich daar hier prachtarikels worden bedoeld die eene hoogere taks dragen kunnen dan degene waaraan zij heden zijn onderworpen.

Echter, het bestaande recht zou worden behouden voor het fluweel en het pluiz van zijde gemengd met andere weefstoffen, waarin zijde de hoofdstof is volgens het gewicht doch niet 75 t. h. overtreft, daar het regiem van deze artikels bij verdrag is bevestigd.

Wijn. — De wijn ingevoerd van den vreemde is heden, krachtens de wet van 30 December 1896, aan de volgende accijnsrechten onderworpen :

Wijn :

In flesschen	fr. 60 » per hectoliter.
Anders ingevoerd	20 » —

Voor de toepassing van deze rechten, wordt uitsluitend aanzien als wijn de opbrengst der alcoholische gisting van het sap of wort van versche druiven.

De rechten op den wijn worden toegepast op de zuivere hoeveelheid, onverminderd het alcoholgehalte, zoo zulks pas geeft.

Buiten het recht van 20 frank per hectoliter, betaalt de wijn anders ingevoerd dan in flesschen, van een gehalte hooger dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer, voor iederen graad alcohol die 15 graden te boven gaat, een recht gelijk aan hetgeen vastgesteld is voor den vreemden brandewijn. (Wet van 27 December 1903.)

Worden beschouwd als *Likeuren*, de wijnen die 24 t. h. of meer alcohol bevatten. (Wet van 18 Mei 1898.)

Wordt belast als *Wijn in flesschen*, welk ook de wijze van verpakking zij, de wijn bereid bij middel van aromatische planten, van kina of van andere geneeskrachtige zelfstandigheden, alsmede die welke eene bereiding heeft ondergaan voor de fabricatie van schuimwijn.

Het gesteriliseerde wijnwort (ongegist druivensap), zonder alcohol, en vervat in flesschen, is enkel onderhevig aan het accijnsrecht van 20 frank per hectoliter toegepast op den *Wijn anders ingevoerd dan in flesschen*, op voorwaarde dat de invoerder de door den Minister van

Financiën voorgeschreven bewijzen overlegge en zich gedrage naar de door dezen noodig geachte maatregelen om sluikhandel te beletten. (Wet van 31 December 1900.)

Voor het in werking treden van de wet van 30 December 1896, was de wijn, zonder onderscheid van verpakking, onderworpen aan het accijnsrecht van 23 frank per hectoliter. Dit recht sproot voort uit artikel 8 van het handelsverdrag van 31 October 1881, tusschen België en Frankrijk gesloten.

Vroegere internationale overeenkomsten hadden eene werkelijke vermindering van het accijnsrecht op den wijn voor gevolg gehad. Dit recht welk op fr. 42.40 per hectoliter vastgesteld werd bij koninklijk besluit van 18 Juli 1860, genomen krachtens de wet van denzelfden datum, wierd voor den Franschen wijn verminderd op fr. 34.80 overeenkomstig de verklaring van 29 Mei 1860.

Toen kwam het handelsverdrag van 4 Mei 1864, hetwelk andermaal eene trapsgewijze vermindering van het recht huldigde :

Fr. 27.50 per hectoliter, te beginnen van 1 Juli 1864 ;

Fr. 25 per hectoliter, te beginnen van 1 Januari 1862 ;

Fr. 22.50 per hectoliter te beginnen van 1 Juli 1862 ;

Bovengemelde rechten waren onafhankelijk van navolgend inkomend recht :

Wijn op fust : fr. 0.50 per hectoliter ;

Wijn op flesschen : fr. 1.50 per hectoliter.

Men ziet dat het ingevolge internationale overeenkomsten is, dat het bedrag van het recht in de hierboven vermelde zoo belangrijke mate is verminderd geworden. Daar deze overeenkomsten opgehouden hebben hunne uitwerksels te hebben, en aangezien de redenen, die België aangespoord hadden niettemin een verminderd tarief te behouden, daarenboven thans niet meer bestaan, acht de Regeering het gepast de tegenwoordig bestaande rechten te wijzigen zooals volgt :

Wijn :

In flesschen : schuimwijn.	fr. 200 » per hectoliter.
andere	80 » —
Anders ingevoerd	40 » —

Van den anderen kant, zou de bepaling volgens welke de anders dan in flesschen ingevoerde wijn van een gehalte hooger dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer voor iederen graad die 15 graden te boven gaat, een recht moet betalen gelijk aan dit welk den *vreemden brandewijn* treft, in zulke mate verzacht worden dat het recht slechts zou gelijk staan met dit

welk den *in het land voortgebrachten brandewijn* treft (3 frank per graad).

Het is verstaan dat de andere bepalingen, die thans de belasting op de wijn regelen, zouden blijven bestaan.

*
* *

De Regeering heeft in het wetsontwerp de wijzigingen begrepen welke de Hoogere Raad van Nijverheid en Handel aanbevolen heeft te brengen in de wetsbepalingen die de heffing regelen der rechten op de goederen belast naar de waarde.

Men weet dat het eenige wapen waarover thans de toldienst beschikt om de onder-waardeeringen van goederen te keer te gaan, het recht van benadering is. Meermalen reeds werden de bezwaren en de ontoereikendheid van dit stelsel aan het licht gebracht : de misbruiken vermenigvuldigen zich en veroorzaken zware schade niet alleen aan den Staat, 't is te zeggen aan allen, maar ook aan de eerlijke aangevers die zich door minder schroomachtige concurrenten zien onderkruipen.

De Regeering is van oordeel dat het stelsel van gemengde commissiën, aan hetwelk de Hoogere Raad van Nijverheid en Handel de voorkeur geeft, een maatregel van vooruitgang en rechtvaardigheid zou zijn : de aanneming ervan wordt door haar met klem aanbevolen.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

**Projet de loi portant modification du
tarif des douanes et du système de
perception des droits sur les mar-
chandises tarifées « ad valorem ».**

**Wetsontwerp houdende wijziging in
het toltarief en in het stelsel van
heffing der rechten op de goe-
deren belast naar de waarde.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

**Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,**

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**Notre Ministre des Finances est chargé
de présenter, en Notre nom, aux
Chambres législatives le projet de loi
dont la teneur suit :**

ARTICLE PREMIER.

**Les droits d'entrée sur les marchan-
dises indiquées ci-après sont modifiés
ainsi qu'il suit :**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

**Op de voordracht van Onzen Minister
van Financiën,**

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

**Onze Minister van Financiën is belast,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te bieden
waarvan de inhoud volgt :**

ARTIKEL ÉÉN.

**De inkomende rechten op navermelde
goederen worden gewijzigd als volgt :**

Numéro d'ordre	MARCHANDISES.	Droits d'entrée	
		Base.	Quotité.
			Fr. C.
Ex 14	Légumes conservés en boîtes ou en bouteilles (1).	100 kil.	20 »
	(1) Y compris le poids des récipients formant l'emballage intérieur.		
	Fromages à pâte molle, autres que les fromages communs, mous et blancs	100 kil.	20 »
Ex 17	Pommes de terre importées comme primeurs, du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juin	100 kil.	5 »
	Légumes frais :		
	Asperges et épinards importés comme primeurs, du 1 ^{er} novembre au 1 ^{er} mai	100 kil.	12 »
	Petits pois, fèves de marais et haricots importés comme primeurs, du 1 ^{er} novembre au 1 ^{er} juin	100 kil.	12 »
Ex 22	Truffes	100 kil.	500 »
Ex 25	Pruneaux	100 kil.	25 »
	Fruits non spécialement tarifés :		
	Frais :		
	Ananas	100 kil.	50 »
	Brugnons ou pêches	100 kil.	150 »
	Raisins autres que les raisins écrasés	100 kil.	150 »
	Autres (2) :		
	Importés en caissettes, boîtes, bocaux, paniers ou autres emballages d'un poids de 20 kil. ou moins	100 kil.	30 »
	Importés autrement	100 kil.	25 »
	(2) Y compris les fruits entiers ou divisés conservés au naturel ou autrement qu'à l'alcool, ainsi que les fruits confits.		
Ex 28	Huiles d'olive, d'arachides et d'œillette (3).	100 kil.	15 »
	(3) Les huiles d'olive, d'arachides et d'œillette destinées à des usages industriels peuvent être délivrées en franchise de droits d'entrée, moyennant les formalités à déterminer par le Ministre des Finances.		
Ex 32	Eaux-de-vie de toute espèce :		
	En cercles, à 50 degrés ou moins de l'alcoomètre de Gay-Lussac, à la température de 15° du thermomètre centigrade.	Hectol.	250 »
	En cercles, pour chaque degré au-dessus de 50.	Hectol.	5 »
	En bouteilles, sans distinction de degré.	Hectol.	500 »
	Liqueurs, sans distinction de degré	Hectol.	500 »
Ex 35	Machines électriques en fonte, en fer ou en acier	100 kil.	4 »

Volg. nummer.	GOEDEREN.	Inkomende rechten.	
		Maatstaf.	Bedrag.
			Fr. C.
Ex 14	Ingelegde groenten in dozen of in flesschen (1)	100 kil.	20 »
	(1) Er onder begrepen het gewicht der recipienten waaruit het innerlijk pakgoed bestaat.		
	Kaas van week deeg, andere dan gemeene, weeke en witte	100 kil.	20 »
Ex 17	Aardappelen als eerstelingen ingevoerd van 1 Januari tot 1 Juni	100 kil.	5 »
	Versche groenten :		
	Asperges en spinazie als eerste groenten ingevoerd van 1 November tot 1 Mei	100 kil.	12 »
	Jonge erwten, labboonen en boonen als eerste groenten ingevoerd van 1 November tot 1 Juni	100 kil.	12 »
Ex 22	Truffels.	100 kil.	300 »
Ex 23	Gedroogde pruimen	100 kil.	25 »
	Vruchten niet afzonderlijk getarifeerd .		
	Versche :		
	Ananas.	100 kil.	50 »
	Bloedperziken en perziken	100 kil.	150 »
	Druiven andere dan de geplette druiven	100 kil.	150 »
	Andere (2) :		
	Ingevoerd in kistjes, dozen, bokalen, korven of ander pakgoed wegende 20 kil. of minder	100 kil.	50 »
	Anders ingevoerd	100 kil.	25 »
	(2) Er onder begrepen de geheele of verdeelde vruchten bewaard in natuur of anders dan bij middel van alcohol, alsook de gekonfijte vruchten.		
Ex 28	Olijf-, aardnoot- en heuloliën (5).	100 kil.	15 »
	(5) De olijf-, aardnoot- en heuloliën bestemd voor nijver- heidsgebruiken mag men vrij van inkomende rechten laten volgen mits nakoming der formaliteiten te bepalen door den Minister van Financiën.		
Ex 52	Brandewijn van alle soorten :		
	Op fust, van 50° of minder van den alcoholmeter van Gay-Lussac, bij de temperatuur van 15° van den honderdgradigen thermometer . .	Hectol.	250 »
	Op fust, voor elken graad boven de 50	Hectol.	5 »
	In flesschen, zonder onderscheid van graad	Hectol.	500 »
	Likeuren, zonder onderscheid van graad	Hectol.	500 »
Ex 53	Electrische machines van gietijzer, van ijzer of van staal	100 kil.	4 »

Numéro d'ordre.	MARCHANDISES.	Droits d'entrée.	
		Base.	Quotité.
			Fr. C.
Ex 58 et 29	Appareils photographiques de toute espèce non spécialement tarifés (4). (4) Y compris les pièces détachées et les accessoires.	Valeur.	15 p. c.
Ex 46	Papiers à meubler dorés, argentés, bronzés, gaufrés ou veloutés	100 kil.	15 »
47	Parfumeries :		
	Parfumeries alcooliques	Valeur.	25 p. c. (5)
	(5) Sans que le droit puisse être inférieur à celui afférent aux <i>Autres liquides alcooliques</i> .		
	Autres parfumeries non spécialement dénommées	Valeur.	25 p. c.
Ex 49	Ardoises pour toitures.	1,000 pièces.	6 »
	Pierres polies ou sculptées non spécialement tarifées	Valeur.	10 p. c.
5	Savons de parfumerie (ou savons de toilette) :		
	Savons en pâte, en poudre, en feuillets, etc., contenus dans des étuis, flacons, petits pots, sachets ou autres emballages de ce genre (6)	100 kil.	120 »
	Autres (6)	100 kil.	50 »
	(6) Y compris le poids des récipients et autres enveloppes formant l'emballage intérieur.		
Ex 64	Tapis et tapisseries de laine; tapis de pied en jute et laine, jute dominant	Valeur.	20 p. c.
	Tissus de soie : Tous autres tissus, à l'exception des velours et peluches de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie dominant en poids sans excéder 75 p. c.	Valeur.	20 p. c.
69	Vins.	Libres (7)	
	(7) Le taux des droits d'accise est modifié de la manière suivante :		
	Vins :		
	En bouteilles :		
	Mousseux	200 francs l'hectolitre.	
	Autres	80 francs l'hectolitre.	
	Importés autrement	40 francs l'hectolitre.	
	Indépendamment du droit de 40 francs par hectolitre, les vins importés autrement qu'en bouteilles, titrant plus de 15 degrés de l'alcoomètre de Gay-Lussac à la température de 15 degrés centigrades, acquittent, pour chaque degré d'alcool excédant 15 degrés, un droit égal à celui qui frappe les eaux-de-vie fabriquées dans le pays		

Volg- nummer.	GOEDEREN.	Inkomende rechten.	
		Maatstaf.	Bedrag.
			Fr.
Ex 38 en 39	Photographische toestellen van alle soort niet afzonderlijk getarifeerd (4).	Waarde.	15 t. h.
	(4) Er onder begrepen de losse stukken en de benoodigdheden.		
Ex 46	Meubelpapier, verguld, verzilverd, gebronsd, geperst of fluweelachtig .	100 kil.	15 »
47	Reukwerk :		
	Alcohol bevattend reukwerk	Waarde.	25 t. h. (5)
	(5) Zonder dat het recht minder mag wezen dan dit welk de <i>Andere alcohol bevattende vloeistoffen</i> treft.		
	Ander reukwerk niet afzonderlijk genoemd	Waarde.	25 t. h.
Ex 49	Schaliën voor daken	1,000 stuks.	6 »
	Gepolijste of gebeeldhouwde steenen niet afzonderlijk getarifeerd . .	Waarde.	10 t. h.
59	Reukzeep (of toiletzeep) :		
	Zeep onder vorm van deeg, van poeder, van bladen, enz., vervat in bussen, fleschjes, potjes, zakjes of ander dergelyk pakgoed (6) . .	100 kil.	120 »
	Andere (6)	100 kil.	50 »
	(6) Er onder begrepen het gewicht der recipienten en andere omhulsels waaruit het innerlijke pakgoed bestaat.		
Ex 64	Wolten tapijten en tapijtwerken; voeltapijten van jute en wol, waarin jute de hoofdstof is.	Waarde.	20 t. h.
	Weefsels van zijde : Alle andere weefsels, met uitzondering van het flu- weel en het pluis van zijde gemengd met andere weefstoffen, waarin zijde de hoofdstof is volgens het gewicht doch niet 75 t. h. overtreft.	Waarde.	20 t. h.
69	Wijn	Vrij (7).	
	(7) Het bedrag der accijnsrechten wordt gewijzigd als volgt :		
	Wijn :		
	In flesschen :		
	Schuimwijn	200 frank per hectoliter.	
	Andere wijn	80 frank per hectoliter.	
	Anders ingevoerd	40 frank per hectoliter.	
	Buiten het recht van 40 frank per hectoliter, betaalt de wijn anders ingevoerd dan in flesschen, van een gehalte hooger dan 15 graden van den alcoholmeter van Gay-Lussac bij de temperatuur van 15 graden van den honderdgradigen thermometer, voor iederen graad alcohol die 15 graden te boven gaat, een recht gelijk aan hetgeen vastgesteld is voor den in het land voortgebrachten brandewijn		

ART. 2.

Les droits d'entrée sur les marchandises tarifées *ad valorem* sont calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication (c'est-à-dire sur la valeur normale en gros), augmentée des frais d'emballage et des frais de transport, d'assurance et de commission jusqu'au lieu de dédouanement.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer de l'importateur une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

§ 2. — La demande de l'Administration est notifiée à l'importateur par le vérificateur des douanes.

ART. 4.

L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus. Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 % de la valeur primitivement déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende à fixer par le Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises; cette amende, proportionnée à la gravité des faits, ne peut pas dépasser le quintuple des droits fraudés.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Si l'importateur refuse de souscrire la déclaration supplémentaire

ART. 2.

De inkomende rechten op de goederen belast naar de waarde worden berekend volgens de waarde ter plaatse van oorsprong of van vervaardiging (dat wil zeggen volgens de normale waarde in 't groot), vermeerderd met de kosten van verpakking en met de kosten van vervoer, van verzekering en van commissie tot op de plaats van inklaring.

ART. 3.

§ 1. — Wanneer de aangegeven waarde den toldienst te laag voorkomt, heeft deze het recht om van den invoerder eene aanvullende aangifte te vergen tot beloop van de waarde vastgesteld door gemelden dienst.

§ 2. — De verificateur der douanen geeft aan den invoerder bericht van de waardeverhooging door het Bestuur gevraagd.

ART. 4.

De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderteekent moet onmiddellijk de verschuldigde bijkomende rechten betalen. Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 t. h. van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval, belooft hij eene geldboete te bepalen door den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen; deze geldboete, geëvenredigd aan de gewichtigheid der zaak, mag het vijfvoudige bedrag der gesmokkelde rechten niet overtreffen.

ART. 5.

§ 1. — Wanneer de invoerder weigert de gevorderde aanvullende aangifte

réclamée, le litige est porté devant la Commission créée par l'article 6 ci-après.

§ 2. — Il en est de même si la déclaration supplémentaire n'est pas remise à la douane au plus tard cinq jours après la date de la notification.

ART. 6.

§ 1^{er}. — Il est institué à Bruxelles et dans les autres localités où le Gouvernement le jugera utile, une Commission chargée de statuer, en cas de litige, sur la valeur des marchandises importées.

§ 2. — Cette Commission est composée d'un fonctionnaire nommé par le Ministre des Finances et de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane au bureau de déclaration. Ces experts sont choisis sur une liste que les tribunaux de commerce dresseront chaque année et qu'ils enverront au Ministre des Finances à la date fixée par celui-ci.

§ 3. — Avant d'entrer en fonctions, les membres choisis comme experts prêtent, devant le président du tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les » affaires qui me sont soumises en toute » conscience, sans acception de per- » sonnes et d'après les dispositions de » la loi. »

§ 4. — Le fabricant ou le négociant pour le compte duquel l'importation a lieu pourra, le cas échéant, soumettre par écrit ou présenter en personne ses moyens de défense devant la Com-

te onderteekenen, wordt het geschil aan de beoordeeling onderworpen van de Commissie ingesteld bij navolgend artikel 6.

§ 2. — In dier voege wordt insgelijks gehandeld indien, ten laatste vijf dagen na den datum der bekendmaking, de aanvullende aangifte bij den toldienst niet is ingeleverd.

ART. 6.

§ 1. — Te Brussel en in de andere localiteiten waar de Regeering het noodig zal achten, wordt eene Commissie ingesteld die, ingeval van geschil, gelast is uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde goederen.

§ 2. — Gemelde Commissie is samengesteld uit eenen ambtenaar, door den Minister van Financiën benoemd, en uit twee deskundigen waarvan de eene door den aangever en de andere door den tol-overste ter plaatse van het kantoor van aangifte worden aangewezen. Deze deskundigen worden gekozen uit eene lijst welke door de handelsrechtbanken jaarlijks wordt opgemaakt en welke zij den Minister van Financiën op den door hem vastgestelden datum inzenden.

§ 3. — Alvorens hun ambt te aanvaarden leggen de als deskundige gekozen leden, in handen van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :

« Ik zweer over de zaken die aan » mijne beoordeeling onderworpen » worden uitspraak te doen volgens » mijn geweten, zonder aanzien van » personen en ingevolge de bepalingen » der wet. »

§ 4. — De fabrikant of de handelaar voor wiens rekening de invoer wordt gedaan mag, desvoorkomend, zijne verdedigingsmiddelen schriftelijk of in persoon aande Commissie onderwerpen.

mission. L'intéressé qui désire user de cette faculté fait connaître ses intentions par écrit à la Commission dans le délai fixé au § 2 de l'article 5. Le fonctionnaire membre de la Commission lui notifie la date de la réunion de celle-ci pour l'examen du litige.

§ 5. — Un arrêté royal fixe la rémunération des experts. Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Si la Commission constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte, les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par la Commission.

§ 3. — Si, d'après la décision, la valeur des marchandises excède de 10 % ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende à fixer par le Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises; cette amende, proportionnée à la gravité des faits, ne peut pas dépasser le décuple des droits fraudés.

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 %.

ART. 8.

La décision de la Commission doit être rendue dans les quinze jours de la naissance du litige.

De belanghebbende die van deze bevoegdheid wenscht gebruik te maken, moet, binnen den termijn bepaald bij § 2 van artikel 5, zijn voornemen daartoe aan de Commissie schriftelijk kenbaar maken. De ambtenaar lid der Commissie bericht hem den dag waarop deze vergadert om het geschil te onderzoeken.

§ 5. — De vergelding der deskundigen wordt bij koninklijk besluit vastgesteld. De kosten van schatting zijn ten laste van de verliezende partij.

ART. 7.

§ 1. — Indien door de Commissie wordt vastgesteld dat de waarde juist is aangegeven door den invoerder, wordt aan dezen eene vergoeding voor vertraging toegekend op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus 1822.

§ 2. — Ingeval van onjuiste aangifte, worden de inkomende rechten geheven op de waarde door de Commissie bepaald.

§ 3. — Indien, volgens de beslissing der Commissie, de waarde der goederen met 10 % of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene geldboete te bepalen door den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen; deze geldboete, geëvenredigd aan de gewichtigheid der zaak, mag het tienvoudige bedrag der gesmokkelde rechten niet overtreffen.

§ 4. — Geene geldboete wordt toegepast wanneer de te weinig aangegeven waarde niet 10 % bereikt.

ART. 8.

De beslissing der Commissie moet geveld worden binnen de vijftien dagen van het ontstaan van het geschil.

ART. 9.

Moyennant caution pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer librement de tout ou partie des marchandises litigieuses; cette autorisation n'est accordée que si la valeur des marchandises peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises elles-mêmes.

ART. 10.

§ 1^{er}. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision de la Commission, les marchandises sont vendues par la douane. Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 3. — Si le produit disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

ART. 11.

Le Gouvernement fixera la date de la mise en vigueur des articles 2 à 10 de la présente loi.

ART. 9.

Mits borgstelling voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoorkomend verschuldigde geldboete, mag aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk vrij te beschikken over de goederen die het voorwerp uitmaken van het geschil; die toelating wordt dan alleen verleend wanneer de waarde der goederen kan bepaald worden, 't zij volgens stalen, 't zij op zicht van een gedeelte slechts der goederen zelve.

ART. 10.

§ 1. — Ingeval van niet betaling der aanvullende rechten, der geldboete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen van de kennisgeving der beslissing van de Commissie, worden de goederen door den toldienst verkocht. Zoo wordt insgelijks gehandeld indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderteekend, de verschuldigde bijkomende rechten en, bij voorkomend geval, de geldboete niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den verkoop, na aftrek der aanvullende rechten, der geldboete en der kosten, wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den rechthebbende gehouden.

§ 3. — Indien de uitbetaling van de beschikbare opbrengst niet binnen de bepaalde tijdruimte wordt gevraagd, komt zij onherroepelijk aan den Staatsschat ten goede.

ART. 11.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop de artikels 2 tot 10 dezer wet in werking zullen treden.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1910. | Gegeven te Brussel, den 16 Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

